



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher**

Blois, le 1^{er} décembre 2021

Le Directeur régional

à

Monsieur le préfet de Loir-et-Cher
PETE
Place de la République
BP 40299
41000 BLOIS Cedex

Objet : Installations classées pour la Protection de l'Environnement – SYVALORM – Déchetterie exploitée sur la commune de Fontaine les Coteaux (41800) – Dossier de demande d'enregistrement

Réf : Transmission préfectorale du 15 novembre 2021

Pl : Projet d'arrêté préfectoral d'enregistrement

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

sans présentation au Conseil départemental de l'environnement, des risques
sanitaires et technologiques

Conformément à l'article R. 512-46-16 du code de l'environnement, monsieur le préfet de Loir-et-Cher a transmis par bordereau du 10 novembre 2021 à l'Inspection des Installations Classées les avis des conseils municipaux et les observations du public dans le cadre de la demande d'enregistrement déposée le 26 juillet 2021 par le SYVALORM ayant pour l'objet l'enregistrement d'une installation de broyage de déchets végétaux non dangereux sur la commune de Fontaine les Coteaux (41800).

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

49bis rue Laplace
41000 BLOIS
Tél. : 02.54.74.98.80.
Mél : uid37-41.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr
www.centre-val-de-loire.developpement-durable.gouv.fr



1.1. Le demandeur

Raison sociale : SYVALORM
Siège social : 11 rue Henri Maubert 72120 Saint Calais.
Adresse du site : Lieu-dit la varenne – 41800 FONTAINE LES COTEAUX.

1.2. L'historique du site

L'installation bénéficie d'un arrêté préfectoral d'enregistrement n°41-2017-03-13-003 du 13 mars 2017 pour la collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719, au titre de la rubrique 2710.2.a.

Cette déchetterie bénéficie également d'un arrêté préfectoral abrogeant l'arrêté autorisant le SICTOM de de Montoire- La Chartre à exploiter un quai de transfert d'ordures ménagères et portant récépissé de déclaration du 14 août 2015 au titre de la rubrique 2710-1-b.

2. OBJET DE LA DEMANDE

2.1. Le projet

Cette déchetterie est existante et est réservée aux habitants et professionnels domiciliés sur le territoire du SYVALORM.

Cette déchetterie fait partie d'un réseau de 20 déchetteries relevant de la compétence de ce syndicat dans le département du Loir et cher et de la Sarthe.

Le présent dossier concerne plus particulièrement l'extension de l'activité de la déchetterie avec l'enregistrement d'une installation de broyage de déchets végétaux non dangereux.

2.2. Le site d'implantation

Cette déchetterie se positionne sur la commune de Fontaine les coteaux.

La déchetterie est implantée au lieu dit la Varenne sur 5 parcelles dont la superficie totale est de 5119 m².

2.3. Usage futur proposé

Les terrains appartiennent au SYVALORM. Le site étant existant, l'avis du Maire de la commune n'a pas été demandé quant à l'usage futur envisagé. Le SYVALORM s'engage en cas de cessation définitive d'activité à remettre le site en état en référence à l'article R512-46-25 du Code de l'environnement.

3. INSTALLATIONS CLASSÉES ET RÉGIME

Les installations projetées relèvent du régime de l'enregistrement prévu à l'article L. 512-7 du code de l'environnement au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation et volume autorisé	Classement
2710.2.a.	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 2. Dans le cas de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieur ou égal à 300 m ³ .	Bennes de collecte de déchets non-dangereux, plate-forme de collecte de déchets verts et de gravats 596 m ³	E

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation et volume autorisé	Classement
2794.1	Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 30 t/j.	Installation mobile de broyage de déchets végétaux non dangereux, à raison d'une campagne par mois 34 t/j	E
2710.1.b	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Dans le cas de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 tonne et inférieure à 7 tonnes.	Conteneur dédié à la collecte des déchets dangereux, aire de collecte des DEEE dangereux 6 t	DC

E : Enregistrement – D : Déclaration – DC : Déclaration avec contrôle périodique

Le dossier déposé par le pétitionnaire concerne la demande d'enregistrement de son installation de broyage de déchets végétaux non dangereux au titre de la rubrique 2794.1.

L'installation de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719, au titre de la rubrique 2710.2.a est enregistrée par arrêté préfectoral n°41-2017-03-13-003 du 13 mars 2017.

L'installation de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719, au titre de la rubrique 2710.1.b, qui relève du régime de la déclaration, n'est pas concernée par le présent dossier.

4. CONSULTATION DES CONSEILS MUNICIPAUX

Les conseils municipaux des communes comprises dans un rayon d'un kilomètre, à savoir Fontaine les Coteaux, de Montoire et de Saint-Martin des Bois ont été consultés conformément aux dispositions de l'article R. 512-46-11 du code de l'environnement.

Le conseil municipal de Montoire a émis un avis favorable en date du 17 septembre 2021.

Le conseil municipal de Saint-Martin des Bois a émis un avis favorable en date du 26 octobre 2021.

Le conseil municipal de Fontaine les Coteaux n'a pas émis d'avis à ce jour.

5. OBSERVATIONS DU PUBLIC

La demande a été portée à la connaissance du public du 27 septembre 2021 au 25 octobre 2021.

Les avis au public par voie de presse ont été publiés le 11 septembre 2021 dans « La Nouvelle République » et le 10 septembre 2021 dans « La Renaissance ».

La demande a été mise en ligne sur le site internet de la préfecture de Loir-et-Cher.

Une observation a été portée au registre.

M. BRAEM indique que le propriétaire de la parcelle dédiée à la déchetterie et à son extension n'est pas le SYVALORM mais la commune de Fontaine les Coteaux.

6. ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

6.1. Justification de l'absence de basculement

Au vu des éléments de la recevabilité ainsi que du déroulement de la procédure, le projet déposé par le SYVALORM ne nécessite pas le basculement vers une procédure d'autorisation.

6.2. Compatibilité avec la procédure d'enregistrement

6.2.1. Examen de la conformité du projet

L'exploitant a justifié que son projet respecte les prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant a justifié que son projet respecte les prescriptions de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de déchets végétaux non dangereux relevant de l'enregistrement au titre de la rubrique 2794.

6.2.2. Compatibilité avec l'affectation des sols

La déchetterie est située sur les parcelles n° 71, 143, 144 (en partie), 145 et 146 (en partie) de la section ZB. La commune de Fontaine les Coteaux est couverte par le règlement national de l'urbanisme.

Le PLUi de la Communauté du Perche & Haut Vendômois a été approuvé par le Conseil communautaire le 15 avril 2021. Il est exécutoire à la date du 10 juillet 2021.

6.2.3. Compatibilité avec certains plans et programmes

À l'exception du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD), ce dossier ne relève d'aucun plan ou programme particulier.

Au regard du PRPGD, la déchetterie avec broyage de déchets verts, comme toute autre déchetterie, répond à l'objectif de valorisation des déchets non dangereux en permettant la collecte de divers déchets dans des bennes ou casiers.

6.3. Modification sur les installations existantes

Il n'y a aucune modification des installations existantes.

6.4. Analyse des avis et observations émises lors de la consultation

Le dossier n'a reçu aucun avis défavorable.

Concernant l'observation de M. BRAEM qui a été portée sur le registre, l'exploitant a répondu par courriel du 15 novembre 2021 en précisant que le terrain de la déchetterie est soumis à un bail emphytéotique de 99 ans au profit du SYVALORM par la commune de Fontaine les Coteaux.

6.5. Aménagement sollicité par l'exploitant

L'exploitant ne sollicite aucun aménagement aux arrêtés ministériels du 26 mars 2012 et 6 juin 2018 précités.

6.6. Prescription relative à l'éloignement des stockages de déchets verts

L'article 5 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de déchets végétaux non dangereux relevant de l'enregistrement au titre de la rubrique 2794 précise :

Extrait de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 :

« Implantation

(...) Les parois extérieures du bâtiment fermé où sont entreposés ou manipulés des déchets, les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage en extérieur, sont implantés à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120. (...) »

Les casiers d'entreposage de déchets verts, dont les parois au sud-ouest orientées vers la voirie et au nord-ouest orientées vers la voirie d'accès sont composées de murs en béton EI120 d'une hauteur de 2,4 m, sont implantés à moins de 20 mètres des limites de l'installation (environ 4 mètres).

Une modélisation des effets thermiques a été réalisée à partir du logiciel FLUMILOG. Cette modélisation indique que les flux thermiques de 5 kW/m² sont contenus à l'intérieur des limites de l'installation.

La modélisation des flux thermiques précitée a été effectuée sur la base des hypothèses suivantes :

- hauteur du stockage de déchets verts : 3 mètres,
- surface de stockage de déchets verts : 472 m²,
- murs EI120 de 2,4 m de hauteur.

Considérant la nécessité d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, l'inspection propose de reprendre ces limitations de hauteur et de surface ainsi que la mise en place de murs EI120 de 2,4 m de hauteur dans les prescriptions imposées à l'exploitant.

Ces limitations sont reprises dans le titre 2 du projet d'arrêté préfectoral joint.

7. CONCLUSION

Le SYVALORM a déposé une demande d'enregistrement pour une installation de collecte en apport volontaire de déchets non dangereux et d'une installation de broyage de déchets végétaux non dangereux sur la commune de Fontaine les coteaux (41800).

La demande a été instruite conformément aux dispositions des articles R. 512-46-8 à R. 512-46-17 du code de l'environnement.

L'instruction a permis de déterminer que le projet répond à la réglementation applicable.

L'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de Loir-et-Cher d'enregistrer le projet du demandeur. Un projet d'arrêté dans ce sens est joint en annexe au présent rapport conformément à l'article R. 512-46-17 du code de l'environnement.

Conformément aux articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement, la consultation du CODERST n'est pas requise.

Considérant la date de réception du dossier complet et régulier, et conformément à ce même article, la signature de l'arrêté devra intervenir avant le 26 décembre 2021.

L'inspecteur de l'environnement,

Vu et transmis avec avis conforme,

Pour le Directeur,

L'adjointe au Chef de l'Unité
interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-
et-Cher,

Copie à DREAL CVdL – SRCT